

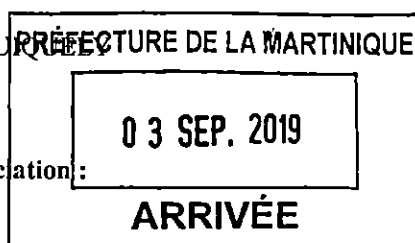
Robert CEAUX - Philippe PÉRIÉ
Arnaud BASTIEN et Stéphanie de GENTILE - DORN

Notaires associés
Croix de Bellevue - B.P. 501 - 97241 Fort-de-France Cedex
Déteneurs des minutes de Maîtres GALLET de SAINT-AURIN et CHARLERY

Notaires assistants :

Perrine MICHEL
Lise-Hélène ANNETTE-QUERÉ
Stéphane CHOQUET
Elodie GUERIF

Service expertises et négociation :
Cédric MAINGE



PREFECTURE DE LA MARTINIQUE
Service Publication
1 rue Louis-Blanc
BP 647/648
97262 - FORT-DE-FRANCE CEDEX

FORT-DE-FRANCE, le 29 août 2019

NOTORIETE PRESCRIPTIVE Lebrun BRAPHA
137990 / AB / JG

Madame, Monsieur,

Conformément à l'article 1 de la loi n° 2017-285 du 6 mars 2017 et à l'article 2 du décret n°2017-1802 du 28 décembre 2017, je vous adresse, aux fins de publication sur le site de la Préfecture, un extrait de l'acte contenant notoriété acquisitive reçu par mon ministère le 16 mars 2018.

Je vous remercie de bien vouloir m'adresser en retour un justificatif de cette parution.

Veuillez croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma sincère considération.

Maître Arnaud BASTIEN

Robert CEAUX - Philippe PERIE
Arnaud BASTIEN et Stéphanie de GENTILE-DORN
NOTAIRES ASSOCIÉS
S.C.P. titulaire d'un Office Notarial
B.P. 501 - 97241 FORT-DE-FRANCE CEDEX

EXTRAIT D'ACTE

Aux termes d'un acte contenant Notoriété Acquisitive reçu par **Maître Arnaud BASTIEN**, notaire associé à FORT-DE-FRANCE, en date du 16 mars 2018,

Au profit de :

Monsieur Clair Lebrun **BRAPHA**, en son vivant Marin pêcheur en retraite, demeurant à DUCOS (97224), quartier Lourdes.

Né à DUCOS (97224) le 12 août 1909.

Célibataire.

Non lié par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

Décédé depuis à FORT-DE-FRANCE (97200) le 8 août 2016, ainsi constaté aux termes d'un acte de notoriété après décès dressé par Maître Philippe PERIE, notaire associé à FORT-DE-FRANCE, le 19 octobre 2017.

Lequel revendique la propriété d'un immeuble au titre de la prescription en application de l'article 2261 du code civil, Et qui par conséquent doit être considéré comme possesseur du bien ci-dessous désigné :

Désignation

Premier immeuble

A DUCOS (MARTINIQUE) 97224, quartier Lourdes, 1 rue des Tambouyers,
Une parcelle de terrain sur partie de laquelle reposent plusieurs constructions,

Figurant ainsi au cadastre :

- Section X, numéro 69, lieudit 1 RUE DES TAMBOUYERS, pour une contenance de quarante-huit ares (00ha 48a 00ca).

Second immeuble

A DUCOS (MARTINIQUE) 97224, quartier Lourdes, rue des Tambouyers,

Une parcelle de terrain figurant ainsi au cadastre :

- Section X, numéro 70, lieudit RUE DES TAMBOUYERS, pour une contenance de huit ares quatre-vingt-quinze centiares (00ha 08a 95ca).

Que cette possession a eu lieu d'une façon continue, paisible, publique et non équivoque.

Que, par suite, toutes les conditions exigées par l'article 2261 et 2272 du Code Civil sont réunies à son profit.

DISPOSITIONS DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 35-2 DE LA LOI DU 27 MAI 2009

Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier.

Un décret en Conseil d'État fixe les conditions d'application du présent article.

«Art. 1. - L'acte de notoriété constatant une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, mentionné aux articles 35-2 de la loi du 27 mai 2009 et 1er de la loi du 6 mars 2017 susvisées comporte les éléments suivants :

1° L'identité de la personne bénéficiaire précisée conformément, pour une personne physique, aux dispositions du premier alinéa de l'article 5 du décret du 4 janvier 1955 susvisé et, pour une personne morale, aux dispositions du 1° de l'article 6 de ce même décret, ou à Mayotte, conformément aux dispositions des articles 64 et 65 du décret du 23 octobre 2008 susvisé

2° Les éléments d'identification de l'immeuble concerné, précisés conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 4 janvier 1955, ou à Mayotte, conformément aux dispositions des articles 67, 69 et 72 du décret du 23 octobre 2008;

3° Les témoignages et éléments apportant la preuve des actes matériels qui caractérisent une possession de l'immeuble concerné répondant aux conditions prévues par les articles 2261 et 2272 du code civil;

4° La reproduction des dispositions du premier alinéa de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009 susvisée, lorsque l'acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte ou à Saint-Martin, ou de celles du premier alinéa de l'article 1er de la loi du 6 mars 2017 susvisée, lorsque l'acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Corse.

Art. 2 - A l'initiative de la personne bénéficiaire ou, à Mayotte, de la commission d'urgence foncière mentionnée à l'article 35-1 de la loi du 27 mai 2009 susvisée et, dès sa constitution, du groupement d'intérêt public mentionné à l'article 35 de la même loi, qui en assume alors les frais, l'acte de notoriété fait l'objet des mesures de publicité suivantes :

1° Publication de l'acte de notoriété au fichier immobilier ou, à Mayotte, inscription au livre foncier;

2° Affichage pendant trois mois en mairie, par les soins du maire de chaque commune sur le territoire de laquelle est situé l'immeuble, d'un extrait de l'acte de notoriété comprenant les éléments mentionnés aux 1°, 2° et 4° de l'article 1er. Cet extrait précise que le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil

3° Publication de l'extrait de l'acte de notoriété sur le site internet de la préfecture du lieu de situation de l'immeuble, pendant une durée de cinq ans;

4° Publication de l'extrait de l'acte de notoriété sur le site internet de la collectivité de Corse lorsque l'acte porte sur un immeuble situé en Corse.

L'accomplissement des mesures de publicité prévues aux 2° et 3° est certifié, selon le cas, par le maire ou le préfet.

L'accomplissement de la dernière des mesures de publicité prévues aux 1°, 2° et 3° fait courir le délai de cinq ans pendant lequel l'acte de notoriété mentionné à l'article 1er peut être contesté en application de l'article 35-2 de la loi du 27 mai 2009 susvisée ou de l'article 1er de la loi du 6 mars 2017 susvisée.

Art. 3. - Le décret du 23 octobre 2008 susvisé est ainsi modifié:

1° Après l'article 56, il est inséré un article 56-1 ainsi rédigé:

«Art. 56-1.-Sont déposés pour être inscrits sur le livre foncier les actes de notoriété mentionnés à l'article 35-2 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer.»

2° Au premier alinéa de l'article 60, après les mots : « actes authentiques » sont insérés les mots : « , les actes de notoriété mentionnés à l'article 56-1 ».

Art.4. le présent décret entre en vigueur le 1 janvier 2018.

*Article 2261 du Code civil, modifié par l'article 2 de la LOI n°2008-561 du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription en matière civile.

« Pour pouvoir prescrire, il faut une possession continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque, et à titre de propriétaire. »

**Article 2272 du Code civil, modifié par l'article 2 de la LOI n°2008-561 du 17 juin 2008 portant réforme de la prescription en matière civile.*

« Le délai de prescription requis pour acquérir la propriété immobilière est de trente ans. Toutefois, celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble en prescrit la propriété par dix ans. »